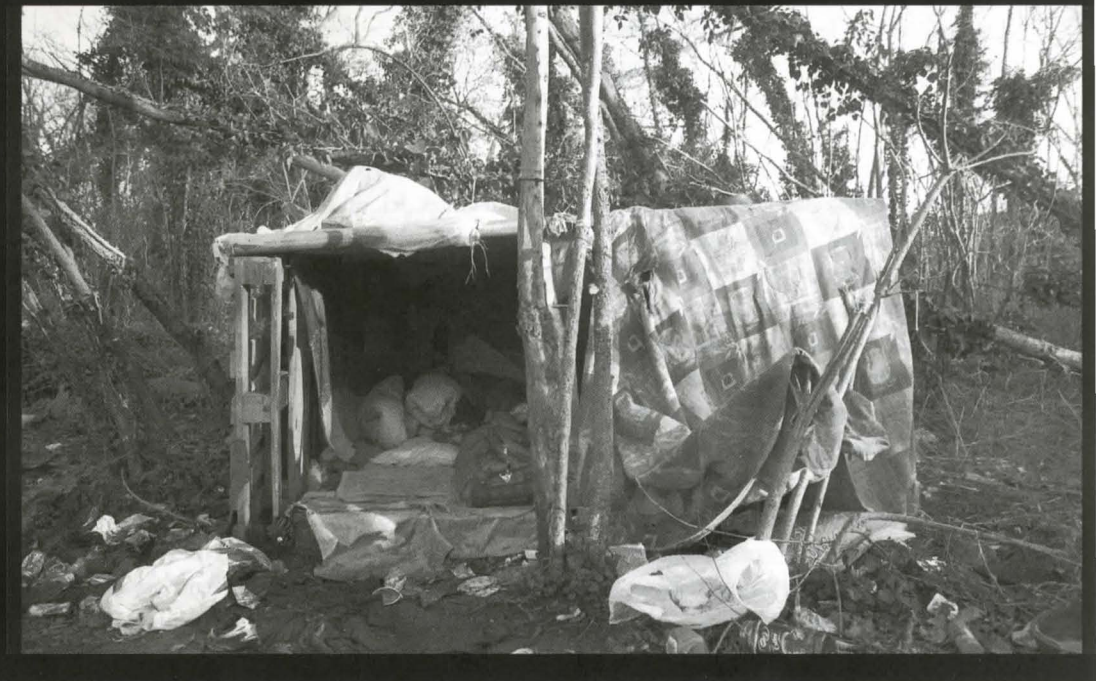




SUBSAHARIENNES MÈRES CLANDESTINES, FILLES À VENDRE ET BÉBÉS VISAS

En moins d'une décennie, d'un pays de transit, le Maroc est devenu un pays d'accueil qui ne dit pas son nom pour plus de 10 000 réfugiés subsahariens, fuyant la guerre ou la faim ravageant leur pays d'origine dans l'espoir d'atteindre un jour les côtes andalouses. En attendant le chimérique Eldorado européen, leurs espérances et leurs détresses viennent s'échouer dans les quartiers pauvres des grandes villes marocaines, entre misère noire et rêve d'une ville meilleure de l'autre côté de la mer bleue. Parmi ces migrants, des femmes, des jeunes filles et leurs enfants, survivent d'aide humanitaire, de mendicité ou de prostitution. Immersion.

Par Mouna Izddine
Crédit photos : FOO/HCR



situation irrégulière, à venir apprendre à parler arabe et français, se former à des métiers ou juste chercher un réconfort moral. Derrière ses visages joviaux et cette atmosphère bon enfant, se cachent en effet bien des tragédies familiales et des drames humanitaires. La souffrance des femmes et des jeunes filles mineures, est une plaie béante mais mutique. Il faudra près d'une heure de mise en confiance avant que certaines acceptent de témoigner.

SOS, FAMILLES DÉRACINÉES EN DÉTRESSE

Aïcha*, 15 ans, est triste. Sa mère n'a pas voulu lui donner les 4 dirhams de bus pour aller assister au concert du chanteur Pitbull samedi dernier. Elle a dans ses yeux la malice des adolescentes de son âge, mais son regard s'assombrit dès lors qu'elle commence à raconter son histoire : « J'habitais Kaduna (ville industrielle du centre-nord du Nigéria) avec mon père nigérian, ma mère sénégalaise et mes trois frères et sœurs. Un jour de 2009, alors que mon père était sorti pour nous chercher à manger, des rebelles l'ont mitraillé. Il est mort sur le coup. Ma mère avait peur qu'ils nous

tuent aussi. Un ami de mon père nous a donné de l'argent et aidé à fuir du Nigéria. Je ne me rappelle pas de la durée du voyage ni de tous les pays que nous avons traversés, mais je me souviens que c'était très long et très dur, surtout dans le désert mauritanien. De Dakhla, nous sommes montés à Rabat ». Comme Aïcha, la plupart des réfugiés, des migrants clandestins et des demandeurs d'asile au Maroc proviennent des pays subsahariens pauvres et des Etats limitrophes en conflit, essentiellement de la République Démocratique du Congo, du Mali, du Niger, du Cameroun, du Libéria, du Nigéria, de la Côte-d'Ivoire et de Sierra Leone. La majorité de ces migrants sont des hommes seuls et jeunes dans la force de l'âge, de 20 à 35 ans, capables de supporter le périple de la traversée vers l'Europe dans le désert puis en mer, mais de plus en plus de femmes tentent l'aventure à leur tour.

NO MAN'S LAND ET FEMMES EN PÂTURE

Elles viennent avec leur mari, seules ou avec leurs enfants, le plus souvent par le no man's land poreux de la bande sahélienne. Durant

Quartier Yacoub El Mansour, à la périphérie de Rabat. Un superbe soleil de mai brille au-dessus de la Fondation Orient-Occident(FOO), faisant scintiller son dôme couleur ocre. Dans le jardin public attenant au centre d'accueil des migrants, des huttes de bois et de pisé accueillent les visiteurs. Tout autour, des groupes de jeunes Subsahariens jouent au djembé, tandis que de coquettes adolescentes aux tresses sophistiquées échangent des rires complices avec des jeunes Marocaines. Ici, dans cette association à but non lucratif de droit marocain créée en 1994 et reconnue d'utilité publique en 1996, ils sont des centaines de réfugiés, de requérants d'asile et de migrants en

la traversée, elles sont l'objet de toutes les convoitises, en dehors de celle des passeurs. Dépouillées par les brigands des grands ergs, agressées voire violées par leurs compagnons d'infortune, les contrebandiers, les marchands d'armes ou autres mafieux du désert, elles arrivent souvent dépourvues et traumatisées au Maroc. Aïcha, elle, a la « chance » somme toute très relative d'être venue avec sa mère, sa sœur et son frère aînés de 18 et 17 ans, et leur cadette de 12 ans. Ils louent une chambre au quartier populaire de Taqadoum à Rabat: « On vit très mal, ma mère ne travaille pas. Elle a 42 ans mais son cœur est malade, il lui arrive de faire des crises en pleine nuit, on a très peur de la perdre et souvent, on n'a pas l'argent pour lui acheter du lait qui la soulage un peu. Les 230 dirhams par quinzaine que nous donne Médecins Sans Frontières ne nous suffisent pas ». Pudique et honteuse, la jeune fille mettra du temps avant d'avouer, le regard baissé, que sa mère sort mendier dans les rues de la capitale quand elle n'a plus de quoi nourrir sa progéniture. Son frère aimerait devenir footballeur professionnel. Elle n'a qu'un rêve : rejoindre la France « où les gens sont très gentils » et devenir commerçante comme son père, confie-t-elle, les yeux brillants. C'est pour cela qu'en trois ans à peine, anglophone, elle a suivi avec assiduité les cours de français dispensés par la FOO et des phrases en darija pour les



besoins quotidiens. Sa vie de Cosette en exil est faite d'étincelles d'enthousiasme juvénile que vient éteindre brutalement la cruelle réalité du monde des adultes. Au bout d'un silence interminable, elle reprend, les yeux noyés de larmes: « Mon pays me manque. A Kaduna, on allait à l'école, on mangeait à notre faim, j'avais plein d'amies. Ici, on n'a rien », constate amèrement la petite Aïcha.

DU TRANSIT QUI DURE...

« Le problème qui se pose est que ces migrants en situation irrégulière, qui arrivent au Maroc dans l'espoir de rejoindre l'Europe, restent longtemps en transit ici, quand ils ne se sédentarisent pas au fil des ans, leurs chances de rejoindre le Vieux continent s'amenuisant au fur et à mesure que leurs économies fondent. Rares sont ceux qui amassent suffisamment d'argent pour pouvoir payer un passeur et embarquer à bord d'une patera. On ne dispose

***Durant la traversée,
elles sont l'objet
de toutes les
convoitises:
volées, violées,
elles arrivent
traumatisées au
Maroc.***

d'aucune statistique officielle exacte, mais leur nombre est estimé à 10 000 personnes environ dispersées entre le centre et le nord du Maroc. Sur ces 10 000 migrants, seulement 800 sont reconnus par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) car les critères d'éligibilité au statut de réfugié sont très sévères. Il faut pouvoir justifier que l'on est en danger physique dans son pays, pour des raisons politiques, ethniques ou encore religieuses, ce qui explique que les migrants des pays très pauvres mais en paix, comme le Mali ou le Niger, obtiennent rarement la carte du HCR. Et même quand ils la possèdent, celle-ci

ne leur donne pas le droit à un titre de séjour ni à un permis de travail pour pouvoir vivre et exercer un métier rémunéré au Maroc. La plupart des migrants subsahariens en situation irrégulière vivent par conséquent dans des conditions de précarité extrême », explique Fanny Curet, chargée de projet au Centre Migration et Développement de la Fondation Orient Occident à Rabat.

...A LA SÉDENTARISATION PRÉCAIRE

Pierrette possède sa carte de réfugiée politique délivrée par la représentation du HCR à Rabat qu'elle renouvelle tous les ans. Elle a fui le Congo-Kinshasa en 2005 car son mari, magistrat, était un opposant de Joseph Kabila : « J'avais une vie tranquille et décente de mère au foyer avec ma fille et les trois enfants de mon mari, nés de son premier mariage. Lorsque les accrochages ont commencé entre pro et anti-Kabila, on persécutait mon mari jusqu'à la maison. Il s'est réfugié en 2004 à Douala, au Cameroun. Je l'ai rejoint quelques temps après à Yaoundé. Mais les hommes de main de Kabila nous ont repéré. C'est alors qu'on a décidé de fuir pour l'Angleterre où vivait mon frère. On a traversé par route tous les pays côtiers jusqu'au Maroc, dont le Nigéria, le Bénin et la Guinée. Arrivés à Oujda puis Rabat, alors que j'étais enceinte de 8 mois de ma seconde fille, j'ai appris le décès de mon frère installé en Grande-Bretagne. Sous le choc, j'ai accouché prématurément », se souvient Pierrette. La jeune mère, 40 ans à peine mais le visage marqué par le sceau des épreuves traversées, narre son histoire d'un débit très lent, tout en me dévisageant de la tête aux pieds, comme si elle cherchait à deviner mes intentions à son égard. Djellaba noire brodée de blanc, cheveux ramassés en chignon, elle poursuit son récit : « Tout ce que j'avais projeté s'est effondré comme un vulgaire château de cartes. Je suis devenue hypertendue. A ma sortie de la maternité, on a confié notre fille aînée à un ami qui l'a ramenée au Congo car on ne pouvait pas les élever toutes les deux. Au fur et à mesure que nos économies diminuaient, mon mari devenait irascible et violent. Il me battait, me trom-



paît, je ne pouvais plus vivre sous le même toit que lui. J'ai alors pris mon bébé et ramené mon autre fille du Congo, pour aller vivre loin de lui. Je loue une chambre dans un appartement à Douar El Koura pour 1000 dirhams par mois que je paie avec l'aide du HCR. Il ne me reste quasiment rien pour alimenter ma famille, mais je préfère mourir et tuer mes enfants avec moi plutôt que de vendre mon corps...». Pierrette a suivi une formation d'aide-soignante à la FOO puis un stage d'aide-soignante à l'hôpital Avicennes, mais, sans titre de séjour, elle n'a pas pu être embauchée. Alors, comme beaucoup de migrantes et de migrants, pour survivre, elle s'adonne au commerce informel, vendant pagnes et produits artisanaux sur les chaussées des villes : « Ma famille me manque, mais je ne peux pas retourner chez moi, il y a toujours des violences. Cela fait 7 ans que je suis ici. Je ne vois aucune issue à notre situation, mais je suis une femme très croyante. Tous les dimanches, je vais à la messe pour prier le Seigneur de me délivrer de cet enfer ».

En moins de 10 ans, d'un pays de transit, le Maroc est devenu malgré lui une terre d'accueil pour ces milliers de réfugiés, fuyant la guerre ou la faim ravageant leur pays de naissance dans l'espoir d'atteindre un jour les côtes andalouses. Mais en attendant le chimérique Eldorado européen, leurs rêves et leurs désarrois viennent s'échouer dans les quartiers populaires et les périphéries des grandes villes marocaines: Yacoub El Mansour, Hay Taqadoum, Sidi Moussa, Hay Nahda, El Qamra à Rabat ou El Oulfa et la vieille médina à Casablanca. S'entassant à 10 ou 15 dans des appartements exigus, jusqu'à 5 personnes par chambre de 800 à 1000 dirhams, ces migrants vivent souvent dans des conditions d'hygiène déplorables, parfois sans salle d'eau ni électricité. Certains immeubles vétustes sont même connus pour héberger uniquement des Subsahariens en situation irrégulière, qui le louent et le gèrent entre eux.

ENTRE RACISME ORDINAIRE...

Vivotant au milieu de populations elles-mêmes démunies et majoritairement peu instruites et traditionnalistes, partageant le quotidien des

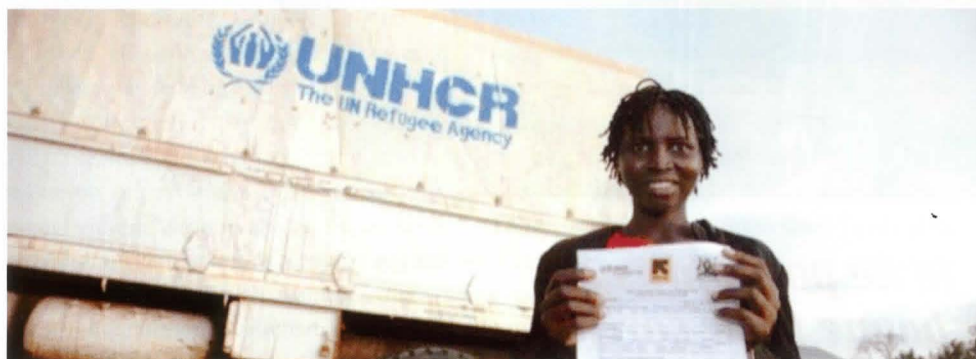
Je ne porte plus de pagne pour sortir, des gamins me mettent la main aux fesses en faisant des mimes de gorille en rut. Avec la djellaba, je suis tranquille.

habitants des bas fonds des métropoles, ces migrants très fragilisés psychologiquement doivent de surcroît faire face sans broncher au racisme ordinaire, fruit de l'ignorance d'une certaine rue marocaine. Les migrantes subsahariennes sont quant à elles quadruplement discriminées du fait de leur couleur de peau, de leur statut de femmes, de sans-papiers, mais aussi à cause de leurs habitudes vestimentaires. Ou quand le machisme ambiant se mêle aux clichés négrophobes : « Je ne porte plus de pagne et de boubou pour sortir à Douar Koura car des gamins me mettent la main aux fesses en faisant des mimes très obscènes de gorille en rut. Avec la djellaba, je suis plus tranquille, on me prend pour une Marocaine du sud. Ma benjamine a quant à elle beaucoup souffert de la méchanceté des enfants de son école au début de sa scolarisation. Ils la tapaient en la traitant de « azzia » (négresse). Née au Maroc et parlant couramment la darija, elle se croyait marocaine, même si je lui expliquais qu'elle est congolaise et chrétienne. Elle se frottait la peau en se lavant jusqu'à s'écrocher pour devenir blanche et se faisait appeler Fatima. Maintenant, ça va beaucoup mieux. Ils la laissent tranquille, elle s'est fait des amies dans son école et dans le quartier, et veut tout savoir sur le Congo ». « Certaines garçons sont mal éduqués. Ils me disent « lwiylene » (petite couleur) quand je passe dans la rue. Je

ne sais pas ce que ça signifie, mais je sais que c'est sur ma couleur de peau. Je leur réponds « choukrane » (merci) et je continue mon chemin. D'autres sont gentils, comme nos voisins, ils nous ramènent du couscous le vendredi », raconte pour sa part Aïcha en tripotant le collier offert par une voisine marocaine. Fatoumatou, Ivoirienne de 28 ans, amère, se livre à son tour : « A Douar El Hajja, les voisins nous jetaient des bouteilles sur la tête en nous accusant de voler « le morceau de pain des ouvriers marocains » et en nous invectivant de rentrer chez nous. Je me faisais harceler en rentrant le soir, on me traitait de prostituée et de sidatique. Une fois, des gosses ont craché sur ma fille, puis ont arraché ma perruque pour aller la revendre. Et les fois où j'ai demandé à être femme de ménage chez des familles, on m'a proposé de me prendre, mais à la moitié du prix versé aux Marocaines. Je ne suis pas une esclave, nous les Ivoiriens nous sommes des gens orgueilleux et dignes. Avant la guerre et les tueries, aucun de nous ne partait car notre pays, c'était le paradis de l'Afrique. Je ne comprends pas pourquoi on nous déteste autant alors qu'à Abidjan, les Marocains sont bien traités par les Ivoiriens, ils ont même un quartier en leur nom ».

... ET SOLIDARITÉ POPULAIRE

Joséphine, réfugiée ivoirienne de 30 ans, 2 enfants, acquiesce : « Quand on passe dans la rue, certains passants se bouchent le nez et les chauffeurs de taxi refusent parfois de nous prendre. Ma fille est la seule Noire dans son école. Au début, elle portait des vêtements longs pour pas qu'on voit sa peau. Maintenant, on ne l'embête plus, surtout depuis qu'elle sait se défendre en darija et qu'on habite Sala El Jadida où les gens sont plus instruits et ouverts. Un jour, un petit garçon m'a demandé d'où je venais. Je lui ai répondu que j'étais africaine comme lui. Il m'a



à l'école publique marocaine, ou encore pour faire soigner les migrant(e)s dans les hôpitaux et y faire accoucher les femmes enceintes : « C'est le HCR qui m'a aidée à accoucher à l'hôpital et à obtenir un avis de naissance. La FOO m'a quant à elle aidé à scolariser mes deux filles à l'école publique au bout d'une longue procédure », confirme Pierrette.

MÈRE CLANDESTINES ET BÉBÉS VISAS ?

Arrachés brusquement à leur environnement et déscolarisés, les enfants réfugiés arrivent dans un pays dont ils ne connaissent ni la langue ni les us et coutumes. Et plus ils sont âgés (8 ans et plus), plus leur intégration dans la société marocaine est laborieuse, notamment au niveau de l'apprentissage de l'arabe dialectal et du français, pour ceux originaires de l'Afrique anglophone : « Pour les grands enfants qu'il n'est plus possible d'inscrire dans un établissement étatique marocain, la FOO mais aussi

des associations comme Caritas dispensent une éducation non formelle dans leurs centres ou dans des écoles publiques aux côtés d'enfants marocains déscolarisés. La volonté d'apprendre de certains est telle qu'en quelques mois, ils deviennent premiers de leur classe en arabe ! », s'étonne Fanny Curet, une note attendrie dans la voix. Une volonté d'autant plus surprenante que beaucoup de ces enfants ne se projettent pas dans la société marocaine, qu'ils conçoivent comme une terre d'accueil provisoire. Quoiqu'il en soit, les flux des Subsahariens en situation irrégulière au Maroc compte un nombre croissant de femmes enceintes ou de jeunes mères accompagnées d'enfants en bas âge. Dans la seule crèche et garderie de la FOO, près d'une quarantaine d'enfants de 0 à 6 ans, pour beaucoup nés au Maroc, sont pris en charge pendant que leurs mamans suivent leurs formations respectives (voir entretien avec Yasmina Filali). Certaines ONG évoquent le phénomène de « bébés visas », précieux sésame pour ouvrir les portes de plus en plus verrouillées de la vieille Europe en crise. « Il est vrai que les femmes avec enfants sont moins refoulées aux frontières, notamment espagnoles. Certaines laissent partir leurs rejetons avec des personnes qu'elles estiment de confiance, car elles sont sûres qu'ils ne seront pas expulsés et bénéficieront de la protection procurée par les conventions internationales en matière de droits des mineurs, ratifiées également par le Maroc. Mais beaucoup regrettent leur décision, quand elles n'ont plus aucune nouvelle

alors rétorqué : non, moi je suis maghrébin ! ». Les deux amies ivoiriennes rient de bon cœur à l'évocation de cette anecdote. Fanny Curet de la FOO tempère à son tour : « Il est vrai qu'il existe une discrimination envers ces populations migrantes, mais les habitants des quartiers défavorisés font aussi montre de solidarité à leur égard. Dernièrement, les voisins d'une mère ivoirienne dont le fils s'est noyé ont fait cotiser tout le quartier pour organiser et payer les funérailles du petit ».

Dans l'attente d'une issue politique appropriée et durable à leur situation, elles sont une poignée d'associations de la société civile, basées essentiellement à Rabat et Casablanca, à mener des actions de plaidoyer auprès des autorités pour soulager ces populations déracinées dans leur pauvreté économique, leur détresse psychologique et leur isolement social. Que ce soit pour faire bénéficier les migrantes des services des cellules de protection des femmes victimes de violences dépendant du ministère de la Justice, pour inscrire les enfants mineurs





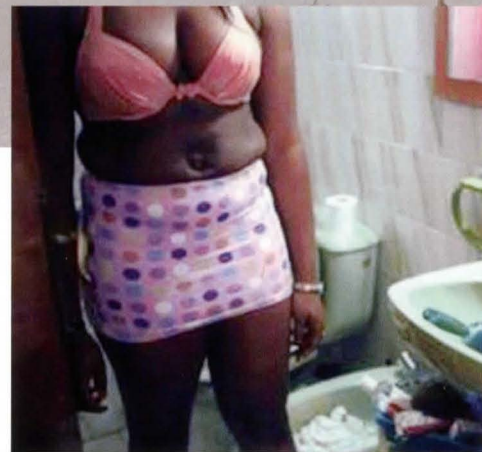
***Certaines sortent
raccoler dans les
ruelles glauques des
quartiers chauds,
pour se nourrir elles
et leurs enfants, à
partir de 20 dirhams
la passe et souvent
sans la moindre
protection.***

de leur progéniture et qu'elles craignent de ne plus jamais les retrouver », nous explique-t-on à la FOO. Nombre de ces enfants, quand ils ne meurent pas noyés dans la traversée avec les « harragas » adultes, ou ne sont pas hébergés à leur arrivée en Espagne dans des centres de rétention pour mineurs, tombent dans les filets de la prostitution pédophile, de la mendicité organisée ou des réseaux de trafic de drogue en Europe comme esclaves sexuels ou petites mains corvéables à merci. Voulant éviter ce déchirement, certaines gardent leurs enfants auprès d'elles, ou du moins les plus jeunes. C'est le cas de Joséphine : « J'ai rejoint mon mari au Maroc durant la deuxième guerre civile en Côte-d'Ivoire, en 2010. Il avait fui le pays après que des pilliers aient incendié son garage de mécanique. Nous avons pris notre fille (8 ans aujourd'hui) avec nous et laissé son grand frère (15 ans) avec ma mère. On a obtenu les cartes du HCR, mon mari a pu ouvrir un petit garage grâce à Dieu, mais il n'en est pas question que notre fils nous rejoigne. On aimerait rester chez vous mais on ne nous en donne pas les conditions, et notre objectif final, c'est l'Europe, là-bas on aura nos papiers et on nous paiera pour la qualité de notre travail, pas pour notre couleur de peau. Pas question non plus de retourner à Abidjan, c'est toujours dangereux, car quand la guerre vient, elle s'en va difficilement ». « C'est

vrai qu'ici la vie est très chère, mais au moins on mange à notre faim, les légumes et les fruits sont abordables, pas comme en Algérie. J'ai des proches là-bas, ils me conseillent de rester au Maroc, surtout que je suis une femme seule. Allah nous fera voir le bout du tunnel un jour, ici ou ailleurs », conclut Fatoumatou.

CHAIR D'ÉBÈNE À VENDRE ET MENDICITÉ

Joséphine, la femme du garagiste, s'estime heureuse d'avoir un homme à ses côtés car dit-elle d'un sourire coquin, « être deux, c'est partager les soucis en deux ! ». Mais le compagnon de la jeune Ivoirienne est un homme aimant et protecteur. Toutes les migrantes n'ont pas cette chance. Beaucoup arrivent en effet seules au Maroc et, espérant une épaule virile et sécurisante sur laquelle se reposer dans leur douloureux exil, se lient également à des compatriotes en situation irrégulière. Elles vivent en concubinage avec eux, ou contractent des mariages religieux dans la clandestinité, par la Fatiha pour les Musulmanes parmi elles. Mais elles déchantent rapidement, lorsqu'elles découvrent que leur compagnon cherche à profiter d'elles, notamment des aides pour le loyer, la nourriture et le transport que les mères et les mineures reçoivent des ONG. D'autres, alcooliques ou drogués, les battent lorsqu'elles refusent de leur donner de l'argent pour boire ou fumer. Certaines jeunes filles mais aussi des mères se retrouvent ainsi exploitées par de petits proxénètes à la semaine, lorsqu'elles ne sortent pas racoler d'elles-mêmes dans les ruelles glauques des quartiers chauds, à la recherche d'une poignée de dirhams pour se nourrir elles et leurs enfants, à partir de 20 dirhams la passe et souvent sans la moindre protection. D'autres survivent de la prostitution et de la mendicité combinées. Des associations marocaines, conventionnées pour certaines à des organismes internationaux comme l'ONU et l'UNHCR dans le cas de la FOO, essaient d'aider ces femmes à devenir auto-



nomes par le biais de formation à des métiers et de coopératives d'économie solidaire et en les versant des indemnités de transport (voir entretien avec Yasmina Filali), mais rares sont celles à ne pas retourner, au moins occasionnellement, sur les trottoirs : « On leur délivre notamment des diplômes de couture ou de coiffure, certaines sont très appliquées et assidues, mais beaucoup se découragent quand elles n'arrivent pas à trouver un travail ». Face aux sirènes de l'argent facile, qui n'a de facile que le nom, que pèse la bonne volonté de la société civile ? Le Maroc, pays le plus stable de la rive Sud de la Méditerranée politiquement et économiquement, n'a pas pour autant les moyens financiers et humains d'accueillir toutes ces populations déracinées, et craint légitimement de créer un appel d'air en régularisant en masse ces milliers de migrants. Et les millions d'euros d'aides versés aux Marocains par les États européens et les organismes internationaux dans ce sens ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de misère et de détresse humaine de ces Subsahariens en exil. Ce statut quo, qui dure depuis fin 2004 et la politique « d'externalisation de l'asile » initiée par l'Union Européenne pour confiner l'immigration illégale à ses frontières, continuera à peser lourdement sur le Maroc, ses autorités et sa population, tant qu'une solution viable et durable, au-delà de la réponse sécuritaire, ne sera pas trouver sur le plan politique et diplomatique à la situation de ces candidats et candidates à l'Eldorado européen, notamment par l'aide au développement durable de l'Afrique.

*Les noms des témoins ont été modifiés à leur demande.



ENTRETIEN AVEC **YASMINA FILALI**

PRÉSIDENTE DE LA FONDATION ORIENT-OCCIDENT

Comment est né votre centre d'accueil des migrants ?

Il y a 6 ans, des jeunes Subsahariens sont venus d'eux-mêmes au centre la FOO dans le quartier de Yacoub El Mansour. Ils portaient sur eux des djembés et des tambours. Ils nous ont demandé l'autorisation de jouer de la musique dans le jardin du centre le soir. Petit à petit, ils se sont confiés à nous, nous ont parlé de leur périple jusqu'au Maroc, de leurs souffrances et de leurs espoirs. Nous sommes alors allés voir le HCR et avons lancé un partenariat pour leur venir en aide, via un programme de formation professionnelle et de soutien psychologique et financier.

Les Subsahariennes sont-elles venues à votre centre en même temps que leurs compatriotes ?

Non. La première année, nous avons reçu uniquement des hommes. On se demandait pourquoi d'ailleurs. Petit à petit, les femmes les ont rejoints. On a compris qu'étant plus exposées que les hommes, elles migraient moins en nombre, mais aussi que beaucoup parmi elles avaient des bébés et ne pouvaient suivre de formation car elles n'avaient pas comment les garder. C'est dans ce but que l'on a ouvert une crèche et une garderie au sein de notre centre.

En quoi les femmes migrantes sont-elles plus vulnérables que les hommes ?

Les femmes comme les enfants mineurs sont des catégories particulièrement fragiles. Elles

ont pour la plupart vécu des drames terribles dans leur pays ou durant leur périple vers le Maroc, certaines ont été violées, violentées, ont subi des séparations brutales avec leur famille et leurs enfants, ou encore ont assisté à la mort ou à l'assassinat de leurs proches sous leurs yeux. Ce sont des femmes traumatisées, elles

Les candidates au retour reçoivent un diplôme, et une somme d'argent par le biais des micro-crédits pour les aider à s'insérer professionnellement chez elles et à payer leur retour en avion dans leur pays d'origine.

se confient à nos psychologues et nos assistants sociaux, dont c'est le métier d'écouter, d'apporter un réconfort moral et d'alléger le sentiment d'isolement, de désarroi et d'exclusion que ces femmes peuvent légitimement ressentir.

Certaines réfugiées se prostituent pour pouvoir se nourrir elles et leurs enfants. Travaillez-vous avec des ONG pour faire de la prévention contre les MST auprès de migrantes subsahariennes ?

Effectivement, la pauvreté pousse les femmes et les jeunes filles les plus vulnérables à la prostitution et donc les expose au VIH et aux autres Infections Sexuellement Transmissibles (IST). Nous travaillons notamment en collaboration avec l'ALCS dans ce sens. Nous disposons d'un centre d'écoute, d'orientation

et de prévention contre le Sida et les IST, et organisons des ateliers sur la santé maternelle, reproductive et l'hygiène personnelle. L'autre versant de la prévention se fait en amont, dans le sens où nous tentons d'apprendre à ces femmes à devenir autonomes financièrement de telle sorte à ne pas tomber dans les filets de la prostitution du fait de leur précarité économique. Une assistance spécifique est par ailleurs dédiée aux filles mineures, davantage victimes de maltraitements.

Comment se déroule leur accompagnement vers l'autonomie ?

Nous leur dispensons des cours d'arabe dialectal et de français, et avons créé pour elles des coopératives pour subvenir à leurs besoins élémentaires, leur donner un sentiment de reconnaissance et favoriser la continuité du lien social. Les produits de ces coopératives artisanales- bijoux, sculptures en bois, nappes et serviettes brodées, etc.-sont vendus lors de nos journées culturelles et à moyen terme dans les magasins. Nous assurons également aux migrantes des formations en esthétique, en coiffure et en informatique, entre autres métiers. Elles bénéficient enfin d'une aide financière du HCR pour le transport et le loyer, certes modeste, mais qui permet de les sortir du dénuement total.

Certaines migrantes demandent-elles à rentrer au pays ?

Oui, beaucoup aimeraient retourner dans leur pays, mais refusent de rentrer bredouille après avoir laissé toutes leurs économies pour le quitter. Nous avons dans cette optique lancé un programme de retour volontaire conjointement avec le PNUD, l'OIM et l'UNCHR. A l'issue de leur formation professionnelle dans nos différents centres à travers le pays, les candidates au retour reçoivent un diplôme, et une somme d'argent par le biais des micro-crédits pour les aider à s'insérer professionnellement chez elles et à payer leur retour en avion dans leur pays d'origine.